



Programme Conjoint Crise mondiale et aide d'urgence pour Haïti : commerce durable et développement de la chaîne de valeur pour la diversification de l'économie, l'amélioration des conditions de travail, la création d'emplois en milieu rural et la sécurité alimentaire  
*Composante de développement de la pêche et de l'aquaculture*

## Activités récapitulatives : Ateliers Aux Cayes et Jérémie

16 mai 2023 Aux Cayes

17 mai 2023 Jérémie

### 1. CONTEXTE

L'aide d'urgence vers Haïti vise à promouvoir le commerce durable et le développement de la chaîne de valeur pour une diversification durable de l'économie. Elle entend faciliter la création d'emplois ruraux, l'amélioration des conditions de travail pour de meilleurs moyens de subsistance et des résultats de développement impactant. Un accent particulier est mis sur la sécurité alimentaire et une plus grande autosuffisance dans la production alimentaire. L'emphase mis sur la sécurité alimentaire est considérée à partir de la production durable, de l'amélioration de la productivité agricole et des angles de développement rural intégré, intégrés dans des politiques et des programmes plus larges en faveur du développement des capacités productives et des résultats sociaux en Haïti.

Deux agences des Nations Unies participant au programme conjoint des Nations Unies, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), collaborent à ces efforts. La CNUCED se concentre sur le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Le PC « Crise mondiale et Aide d'urgence en Haïti » financé par le fonds commun pour les objectifs de développement durable (ODD) et implémenté dans les départements de la Grand-Anse, du Sud et du Sud- Est a été récemment étendu soit jusqu'au 30 avril 2023. Les activités qui se tiendront après cette date seront des activités récapitulatives.

La population d'Haïti est estimée à 11 millions d'habitants, vivant sur un territoire de 27 750 km<sup>2</sup>. En 2020, le PIB par habitant d'Haïti était estimé à 1177 dollars contre 7268 dollars pour la République dominicaine, située sur la même île. Malgré ses multiples potentialités, depuis son indépendance, le pays est lourdement frappé par une instabilité socio-politique chronique, qui compromet les perspectives d'investissements locaux et internationaux. Haïti est très vulnérable aux catastrophes naturelles alors qu'il est considéré comme le plus exposé du continent américain au réchauffement climatique. Depuis 2014, elle fait face à une insécurité croissante favorisée par l'incapacité de l'État à contrôler l'ensemble du territoire. La pandémie de Covid-19 a ajouté son tribut à l'économie haïtienne et aux résultats sociaux. Par ailleurs, la problématique du chômage est très présente en Haïti. 35 % de la population active est sans emploi, près de 40 % de la population totale travaille dans l'agriculture, plus de 25 % dans les activités commerciales informelles (avec une forte participation des femmes), plus de 15 % dans les services, environ 11 % dans la production industrielle et 7 %



Organisation  
internationale  
du Travail





comme artisans indépendants. Le pays est un importateur net de biens et de services, et la faible compétitivité de l'économie ainsi que le manque de diversification et de transformation structurelle le rendent continuellement vulnérable aux chocs extérieurs.

Malgré les défis, un potentiel important de l'économie nationale a été identifié au fil des ans et récemment confirmé par une étude de la CNUCED entreprise dans le cadre d'un autre Programme Conjoint des Nations Unies financé par le Fonds pour les OMD entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), en cours de mise en œuvre. Parmi les secteurs clés identifiés pour améliorer la sécurité alimentaire et les exportations figurent le secteur de la pêche et le sous-secteur de l'aquaculture, ainsi que le secteur de l'agriculture. La superficie terrestre d'Haïti est complétée par une zone économique exclusive d'environ 112 025 km<sup>2</sup> et un littoral de près de 1 700 km, offrant un écosystème marin diversifié. Les rivières et les lacs couvrent environ 22 000 hectares en Haïti et offrent des possibilités de pêche intérieure et d'aquaculture. Par conséquent, la pêche a toujours été une source importante de nourriture et de nutrition, d'emplois et de bénéfices économiques en Haïti. Le secteur de la pêche et le sous-secteur de l'aquaculture en Haïti souffrent de cadres juridiques obsolètes et d'un manque de capacités d'application, d'une faible coordination institutionnelle, ainsi que du caractère hautement artisanal du secteur, manquant largement des équipements nécessaires à la construction d'une industrie durable et compétitive avec des bases locales solides. Il est nécessaire de former des partenariats nationaux, locaux et internationaux pour soutenir le développement des secteurs de la pêche et de l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'augmenter les revenus nationaux par l'approvisionnement des marchés nationaux et internationaux.

## 2. L'OBJECTIF GÉNÉRAL

A la lumière du résultat numéro 2 du PC : "*Renforcement du développement des secteurs de la pêche et de l'aquaculture en Haïti par la mobilisation de partenariats stratégiques ciblés*", les objectifs des trois ateliers se focalisent sur les points suivants :

- Discuter des lacunes réglementaires dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Haïti,
- Mobiliser des partenariats pour les zones prioritaires dans la chaîne de valeur pêche et aquaculture ;
- Identifier les capacités productives nécessaires pour des pêcheries durables, et de
- Formuler des recommandations pour une mise en œuvre efficace d'un projet de développement dans les zones prioritaires.

## 3. RÉSULTATS ATTENDUS

- Les participants ont une meilleure compréhension des lacunes réglementaires dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Haïti ;
- Les participants ont compris l'intérêt de la mobilisation de partenariats stratégiques pour les zones prioritaires dans la chaîne de valeur pêche et aquaculture ;
- Les participants ont eu connaissance des capacités productives nécessaires pour des pêcheries durables ;
- Les participants ont contribué à la formulation de recommandations pour un projet de développement dans les zones prioritaires.



Organisation  
internationale  
du Travail





#### 4. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Les ateliers seront organisés en format mixte (hybride).

Ils se dérouleront sur trois (3) jours:

1. 16 mai 2023 (9h00 – 15h45): Aux Cayes (Sud)
2. 17 mai 2023 (9h00 – 15h45): Jérémie (Grande Anse)

#### 5. LES PARTICIPANTS

La Direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPAQ/MARDNR), Les Directions Départementales du MARNDR du Sud et de la Grande Anse, Les Directions Départementales du MAST du Sud et de la Grande Anse avec le soutien de la CNUCED, du PNUD et Bureau de Coordonnateur Résident, organisera ces ateliers récapitulatifs qui regrouperont environ 75 personnes issus des institutions suivantes: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural; Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)/Centre de Facilitation des Investissements (CFI); Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère des Affaires Sociales et du Travail, (MAST). Les ateliers verront également la participation du secteur privé et de la société civile (Associations et coopératives de pêcheurs, Centres de recherches, Chambres de Commerce, entreprises etc.) du monde académique (Universités), et des partenaires techniques et financiers.

#### 6. DATES ET LIEUX

Les ateliers récapitulatifs se dérouleront le 16 mai 2023 Aux Cayes (Sud) ; le 17 mai 2023 (9h00 – 15h45) à Jérémie (Grande Anse).

L'accès à distance sera disponible via Zoom (lien à communiquer).

#### 7. OUTILS DE COMMUNICATION

- Article sur l'évènement (français, créole) et communiqués de presse associés au Point Focal communication du PC.
- Matériel de visibilité.

#### 8. AGENDA DES 2 CÉRÉMONIES

##### I. Accueil et introduction (9h00 - 10h00)

- Mot de bienvenue
- Présentation des participants et des objectifs de l'atelier

##### II. Le contexte (10h00 – 11h00)

- Evaluation des capacités productives d'Haïti
- Les lacunes à combler pour promouvoir le travail décent
- Présentation de l'étude appuyées par la CNUCED « Défis et promesses du secteur de la pêche et de l'aquaculture en Haïti »





### **Pause-café (11h00 – 11h15)**

III. Les lacunes réglementaires dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture : comment affectent-elles le développement et les mesures nécessaires pour y remédier ? (11h15-12h00)

IV. Développement de la pêche en Haïti : comment mobiliser des partenariats pour les zones prioritaires ? (12h00-13h00)

V. Quelles capacités productives pour des pêcheries durables en Haïti ? (13h00-14h00)

VI. Recommandations pour une mise en œuvre efficace d'un projet de développement de la pêche et de l'aquaculture dans les zones prioritaires (14h00-15h00)

VII. Repas et clôture de l'atelier (15h00-15h45)

- Résumé des points clés abordés lors de l'atelier
- Évaluation de l'atelier et suggestions pour les futurs événements
- Repas
- Remerciements et clôture de l'événement

NOTE DE CADRAGE

